

MPRA

Munich Personal RePEc Archive

Social structures in Russia : cells and networks

Vladimir Yefimov

Independent researcher

2001

Online at <http://mpra.ub.uni-muenchen.de/54698/>

MPRA Paper No. 54698, posted 22. March 2014 14:58 UTC

Structures sociales en Russie, cellules et réseaux

Vladimir Yefimov

Introduction

Dans ce travail, j'essaie de répondre à un certain nombre de questions qui se posent dans l'analyse des pratiques sociales dans la Russie actuelle. Ces questions qui se posent à partir des comparaisons avec les pratiques sociales dans les autres pays en transition et dans les pays occidentaux sont les suivantes : Pourquoi après l'introduction des mesures de la 'thérapie de choc' en Russie il n'y avait pas comme dans les pays de l'Europe Centrale et Orientale de licenciements massifs entraînant du chômage ? Pourquoi, en dépit d'absence de profitabilité, les entreprises russes sont très rarement mises en faillite ? Pourquoi les employés russes, sans être payés pendant des mois et parfois des années, continuent de travailler presque comme avant ? La réponse à ces trois questions réside principalement dans le fait que les entreprises russes héritières des entreprises soviétiques ne sont pas des entreprises de type occidental ; une des différences importantes réside dans le fait qu'elles représentent les structures de base de la vie sociale en U.R.S.S. : les cellules.

Le système cellulaire soviétique a lui-même des racines profondes dans l'histoire de la Russie. La structure sociale principale de l'époque pré-révolutionnaire en Russie était la communauté rurale.

A la fin des années 1950, la société soviétique a commencé à s'éloigner de son modèle classique. Les cellules graduellement perdent leur rôle d'exclusivité dans le fonctionnement de la société. De nouvelles structures commencent à apparaître : les réseaux.

Dans ce travail, j'essaie d'analyser l'évolution des structures sociales de base en Russie pour expliquer les réalités des transformations dans ce pays, y compris les tendances de sa criminalisation.

Concepts et informations utilisés

Le présent travail est basé sur deux concepts : celui de la cellule et celui du réseau. Les définitions de ces deux concepts seront données suivant les objectifs de ce travail et serviront en fin de compte pour expliquer les réalités russes.

La cellule comme le réseau sont des ensembles de personnes ; pourtant, l'accès des personnes extérieures au sein de ces structures sociales est complètement différent. Pour qu'une personne puisse devenir membre d'une cellule, il faut qu'elle soit acceptée par la cellule entière (unaniment, majoritairement, ou par décision de l'unité de contrôle de la cellule). Par contre, pour qu'une personne puisse devenir membre d'un réseau, il suffit qu'elle soit acceptée par un des membres de ce réseau. C'est par ce membre que le nouveau venu peut avoir accès aux autres membres du réseau et également par ce membre que les autres membres du réseau peuvent avoir accès au nouveau venu.

En outre, les membres de la cellule dépendent totalement de cette dernière. Une grande partie des activités des membres de la cellule se trouve sous le contrôle de cette cellule (de ces membres ou de l'unité de contrôle de celle-ci). Dans les réseaux, une telle dépendance totale n'existe pas. Une personne ne peut appartenir qu'à une seule cellule. Par contre la même personne peut entrer dans plusieurs réseaux.

Une autre particularité des cellules consiste dans le fait que ces dernières correspondent à des unités économiques et représentent une de leurs dimensions, et les membres d'une cellule sont en même temps rattachés à une organisation formelle. Les membres des réseaux peuvent être rattachés à des unités économiques différentes. Du fait que les cellules existent au sein des organisations formelles et en quelque sorte coïncident avec celles-ci, les interactions à l'intérieur des cellules sont très réglementées, et la plupart de ces interactions doivent être autorisées par l'unité de contrôle de la cellule. En opposition, les règles des interactions à l'intérieur des réseaux sont plus souples en ce qui concerne le contenu et la direction de ces interactions.

Ce travail utilise les informations puisées dans la littérature et ramassées sur le terrain. Les sources littéraires utilisées concernant la communauté rurale russe sont basées sur des documents d'archives. Les informations de terrain recouvrent des observations participantes personnelles ainsi que des entretiens.

La communauté rurale russe

La Russie est restée un pays agricole jusqu'au début du 20ème siècle. L'institution centrale russe était la communauté ('obtchina') rurale. La particularité de cette institution communautaire en Russie, au moins depuis le 17ème siècle, était sa dépendance totale de l'Etat. Les nobles russes ('dvorianie') qui étaient en même temps des propriétaires fonciers ('pomechiki') n'étaient pas l'équivalent des seigneurs occidentaux qui défendaient en cas de besoin la population de leurs domaines. Il leur était attribué par le Tsar des terres avec des serfs pour qu'ils puissent 'se nourrir' ('kormitsta') en assurant le service militaire ou civil au Tsar (c'est-à-dire envers l'Etat). La noblesse qui est devenue héréditaire pouvait en même temps être obtenue par des services à l'Etat. En 1785, les nobles ont été libérés de l'obligation du service militaire ou civil envers l'Etat et il leur était accordé un pouvoir illimité sur leurs serfs sans que ceux-ci aient le droit de se plaindre de leurs maîtres (Conte). Les propriétaires fonciers étaient propriétaires des terres et des 'âmes' des serfs qui y étaient rattachés. Ces derniers étaient organisés dans les communautés rurales qui regroupaient des familles en un ou plusieurs villages sur un territoire donné. Les propriétaires des serfs exécutaient des fonctions policières pour le compte de l'Etat même s'ils n'occupaient pas des fonctions officielles de l'Etat. (Tchernykhov, p. 49).

La communauté rurale était au service des propriétaires fonciers et de l'Etat. Les nobles utilisaient l'institution de la communauté rurale pour gérer leurs domaines. Suivant la conviction de l'époque, les nobles maximisaient leurs revenus des terres en assurant que chaque serf en âge de produire cultivait une superficie adéquate de terres. A partir de cette conviction, il fallait régulièrement redistribuer des terres entre les familles des serfs suivant les changements intervenus dans la composition de celles-ci. L'exécution de ces fonctions de redistribution était confiée à la communauté. A première vue, la communauté pouvait sembler une organisation

autogérée : la communauté élisait son chef ('starosta') et prenait les décisions importantes par vote lors de réunions ('skhod') de tous ses membres. Mais en réalité, c'est le propriétaire foncier qui déterminait les règles de fonctionnement de la communauté : il pouvait présenter le ou les candidats au poste de chef de la communauté, refuser l'élection si elle n'était pas conforme à son choix, et imposer n'importe quelle décision à la communauté au travers du chef qui devait suivre sans discussion ses ordres. Le chef assurait la collecte des redevances ('obrok') et/ou organisait les corvées ('bartchina') et surveillait la création des familles (y compris par les mariages forcés) pour garantir au propriétaire un nombre suffisant d'unités ('tiaglo') payant les redevances et exécutant les corvées. Si un propriétaire foncier achetait un paysan serf ou une famille paysanne à l'extérieur, la communauté devait les accepter et leur attribuer de la terre à cultiver.

L'Etat utilisait la communauté rurale pour assurer la collecte des impôts et le recrutement des soldats pour l'armée. C'est la communauté, et non les familles individuelles, qui payait solidairement les impôts à l'Etat ('krougovaya porouka' – caution solidaire). Du fait de cette caution solidaire, la communauté rurale faisait pression sur chaque famille paysanne pour remplir les différentes obligations. C'est la communauté qui choisissait les jeunes gens qui devaient partir à l'armée pour une durée de 25 ans. Bien sûr, les raisons familiales étaient parfois prises en compte (un seul fils au sein d'une famille n'était pas envoyé à l'armée) mais les intérêts des propriétaires fonciers prévalaient, les bons travailleurs étaient exemptés de l'armée.

Globalement, la conscience des paysans russes était en harmonie avec ces pratiques sociales. 'La communauté peut être considérée comme le type principal de la sociabilité russe. Un synonyme du mot communauté ('obtchina') est le mot 'mir' (monde), et la notion de 'mir' était centrale dans la conscience des paysans russes. Le paysan se considérait comme membre de la société pas en tant qu'individu mais en tant que membre d'une communauté concrète, d'un 'mir' concret. Un 'mir' était une entité autonome autosuffisante. Du point de vue légal, c'était une unité administrative ; en droit canon, c'était une paroisse ; du point de vue du droit patrimonial, le 'mir' était une communauté foncière parce qu'elle disposait de terres... Au fond de la conscience paysanne était l'idée que la terre est un bien de Dieu et devait être utilisée en accord avec lui. Voilà pourquoi en cas d'abondance de terres, cela signifiait que chacun pouvait en prendre autant qu'il pouvait cultiver ; en cas de manque de terres, il fallait pratiquer une juste redistribution.' (Lourié, pp. 262 et 263).

On voit bien que ces communautés rurales remplissaient la définition de la cellule donnée dans la section précédente.

Le kolkhoze

Il est nécessaire de mentionner que le servage fut seulement aboli en Russie en 1861. La communauté rurale a été remise en question par les réformes agraires de Stolipin au début du 20ème siècle, mais néanmoins elle a continué à jouer un rôle important. Résultat de ces réformes, la propriété foncière privée a commencé à avoir une signification réelle dans la vie des paysans russes. Mais le décret foncier de Lénine abolit la propriété privée de la terre en 1917. Ce fut l'un des premiers actes législatifs de la Révolution d'Octobre.

La terre des anciens propriétaires fonciers, de l'Eglise et de la famille du Tsar fut divisée parmi les paysans par les Soviets (conseils) des députés paysans et par les Comités fonciers, qui au début avaient hérité de bien des caractéristiques des anciennes communautés rurales. Plus tard, pendant la collectivisation de la fin des années 1920 et au début des années 1930, ce sont les fermes collectives ('kolkhozes') qui ont commencé à jouer le rôle des communautés rurales.

La collectivisation a créé des institutions ('kolkhozes') dans lesquelles les paysans russes étaient à nouveau des serfs, mais désormais des serfs d'Etat, et dans lesquelles ils travaillaient pratiquement pour rien, effectuant les 'corvées' pour le compte de l'Etat et fournissant le plus gros de leur production à celui-ci .

Du point de vue de la forme, la ferme collective était considérée comme une coopérative, mais dans la pratique aucun des principes d'une coopérative n'était respecté dans les kolkhozes. Les présidents étaient nommés par les secrétaires régionaux du Parti Communiste, et les principales décisions étaient prises par les présidents des fermes collectives et les bureaucrates du Parti sans tenir compte de l'opinion des membres des fermes collectives concernées.

Les kolkhoziens avaient interdiction de quitter leur village et ainsi ils étaient condamnés à vie à leurs travaux forcés. Les premiers secrétaires du Parti Communiste de district avaient des pouvoirs sans limites sur les dirigeants des fermes (pour assurer leur promotion ou les licencier), les présidents des kolkhozes étaient de véritables 'pomechiki' dans leurs domaines. La vie de tous les habitants des villages situés sur le territoire d'un kolkhoze était liée de bien des façons avec la ferme collective.

On peut bien voir l'héritage de l'institution de la communauté rurale dans l'institution du kolkhoze. La différence principale résidait dans le fait que le travail familial individuel était remplacé par le travail collectif sur les champs du kolkhoze et en conséquence la nécessité de la redistribution des terres entre les familles a disparu. Les redevances ('obrok') n'existaient plus mais étaient remplacées par des corvées ('bartchina') totales en faveur de l'Etat. Puis, le travail dans les kolkhozes de l'après-guerre est devenu très mécanisé.

Le kolkhoze fournissait à ses membres un grand nombre de services parmi lesquels fourniture de bois ou de charbon pour le chauffage individuel, ou installation de chauffages centraux pour les habitations des villages, financement de jardins d'enfants, d'écoles, de services médicaux. Mais le service le plus important pour la survie des familles était le support aux petites exploitations familiales (fourniture d'alimentation pour les animaux élevés sur celles-ci et l'exécution des travaux mécaniques sur les petits lopins de terre). Ce service pouvait être légal ou illégal.

Le support officiel aux exploitations familiales était effectué en tant que salaire en nature. Mais souvent, ce support prenait en outre des formes illégales (exécution des travaux mécaniques 'au noir', vol des compléments alimentaires pour les animaux de leurs exploitations familiales sur les fermes collectives), et ces pratiques se sont banalisées et n'étaient pas vraiment considérées comme illicites ; les dirigeants des

kolkhozes les toléraient envers les travailleurs loyaux à leur égard et n'exerçaient de répression que vis-à-vis des travailleurs non loyaux¹.

La cellule kolkhoze s'est avérée extrêmement stable. Après presque dix ans depuis la chute du communisme, le milieu rural russe n'a pratiquement enregistré de changements. Les kolkhozes ont été transformés sur le papier en sociétés par actions dont le capital a été distribué parmi ses travailleurs et les terres parmi les habitants des villages situés sur le territoire de l'ancien kolkhoze. Mais les pratiques sociales sont restées inchangées, sauf le fait que le vol pratiqué par les dirigeants et les travailleurs a beaucoup augmenté.

Les arriérés des salaires impayés des travailleurs des anciens kolkhozes sont plus importants que ceux des travailleurs des entreprises urbaines. Toutefois, les travailleurs ruraux se plaignent beaucoup plus rarement de cette situation que les travailleurs urbains. Bien évidemment cela peut s'expliquer essentiellement du fait de l'existence de leurs exploitations familiales dépendant du kolkhoze, mais aussi d'une façon générale du fait d'un plus grand attachement des habitants des campagnes à leurs cellules. Les membres des cellules sont prêts à tolérer ces arriérés de salaires et certains autres inconvénients, mais ils savent exactement que dans le cas d'extrême besoin de leur part, la cellule viendra toujours à leur aide. Par exemple, j'avais l'an dernier un entretien avec un des travailleurs d'un ancien kolkhoze dans la région de Samara, qui ne recevait pas, comme ses autres collègues, de salaire depuis un an et demi. Mais ses propres arriérés lui ont été à titre exceptionnel payés à l'occasion du mariage de son fils.

Caractéristiques générales des cellules soviétiques

Le kolkhoze est une cellule soviétique du monde rural. Dans cette section, je considère les caractéristiques générales des cellules soviétiques. Ces caractéristiques comme la notion elle-même de la cellule ont été introduites dans les ouvrages d'Alexandre Zinoviev. J'utiliserai ici les citations directes de ses ouvrages ou celles du livre de Guy Bensimon (1996).

'Ce qui fait la particularité de la société communiste, c'est qu'elle se présente comme un ensemble de cellules, reliées entre elles, et dotées d'une structure standard, c'est-à-dire que chaque cellule est organisée, construite, selon les mêmes principes. L'organisation cellulaire repose sur le principe de la fixation de l'individu à une cellule : tout individu actif lui apporte ses forces (son travail) et reçoit en retour de la cellule ses moyens d'existence et ses possibilités de promotion sociale'(Bensimon, p. 91).

Dans le milieu rural, jusque dans les années 1970, le rattachement des individus aux cellules était très rigide : comme indiqué précédemment, les habitants des campagnes ne pouvaient librement quitter leur cellule (kolkhozes – fermes collectives) et changer leur occupation. Dans les autres secteurs, les changements de cellules étaient possibles, mais nul ne pouvait échapper au rattachement à une cellule quelconque.

¹ "... l'aggravation des pénuries dans les années quatre-vingt et le renchérissement de la vie après 1992 ont redonné aux lopins leur caractère primordial - et traditionnel - pour la famille rurale et, paradoxalement, ont contribué à la nécessité du maintien des structures collectivistes sans lesquelles le lopin ne peut pas fonctionner." (Jogoleva et Kovalenko, pp. 220-221).

‘Au niveau de la collectivité de base (cellule, VY), les gens ne passent pas tant leurs journées à travailler qu’à échanger des informations, à se divertir, à faire en sorte de conserver et d’améliorer leur situation, à établir des contacts avec des personnes dont dépend leur bien-être, à assister à d’innombrables réunions, à tenter d’obtenir des bons de séjour, un logement, quelquefois même du ravitaillement supplémentaire... Ils améliorent leur qualification, reçoivent des certificats. Ils font partie de troupes d’amateurs, de clubs sportifs, sans parler bien sûr des cercles d’éducation politique. Ils font du travail social. Ils participent à des manifestations, des rencontres, des soirées, des excursions et des voyages. C’est leur vie propre qui se déroule là avec ses joies et ses peines, ses réussites et ses échecs, une vie pleine de passions et de drames. Et c’est de cette vie réelle que doit tenir compte en premier lieu toute description scientifique du communisme... L’essentiel de la vie au niveau de la collectivité de base se résume en une lutte acharnée que livrent les individus pour conquérir les biens abstraits précédemment cités...’ (Zinoviev, 1981, p. 105). ‘...la collectivité dans laquelle travaille l’individu constitue cette base organique hors de laquelle il n’est rien et ne représente rien. La société refuse le titre de citoyen à part entière à tout homme qui n’est pas rattaché, directement ou indirectement, à une entreprise ou à un organisme quelconque, autrement dit qui ne travaille nulle part...’ (Zinoviev, 1981, p. 153). ‘L’homme n’entre pas dans la société directement en qualité d’unité souveraine, mais seulement par l’intermédiaire de ces collectivités initiales que sont les communes (cellules, VY). Ici, ce n’est pas l’homme qui incarne le principe de la personne, mais la collectivité dans son intégralité. Seule la commune (cellule, VY) est une personne, l’homme, lui, n’est qu’un morceau de cette personne, une condition impersonnelle de la personne. C’est la raison pour laquelle le slogan : « Les intérêts de la collectivité dépassent les intérêts de l’individu » n’est pas seulement une déclaration démagogique, mais un principe d’action pratique.’ (Zinoviev, 1981, p. 113). Pour garantir la loyauté des individus envers le Parti-Etat, des mécanismes spéciaux d’influence étaient appliqués à l’intérieur des cellules.

Le système soviétique de la planification centralisée consistait dans la redistribution des ressources entre les différentes cellules. Avec l’augmentation de l’échelle et de la complexité de l’économie soviétique, cette redistribution ne répondait plus aux besoins des cellules (pour une cellule donnée, certaines ressources étaient distribuées en surnombre et à l’inverse certaines autres étaient inférieures aux besoins de cette cellule). Cette situation a provoqué chez les dirigeants et chez certains membres des cellules la nécessité de commencer à créer des liaisons non officielles horizontales pour remplir les lacunes du système centralisé². Parallèlement certains membres des cellules, à partir des années 1960, ont commencé à sentir que les cellules ne leur donnaient pas les ressources auxquelles ils aspiraient pour leurs besoins personnels. Ils ont eux aussi commencé à créer leurs propres liaisons non officielles horizontales pour augmenter leurs possibilités de consommation. C’est de cette façon qu’ont été créés les premiers réseaux.

Le système des cellules ne peut pas répondre de façon satisfaisante à la société de consommation. Ce système peut être plus ou moins stable quand les besoins des membres des cellules sont limités et si ces derniers mènent un mode de vie relativement austère. Nous pouvons observer actuellement ce phénomène d’une

² S. Kordonsky (1996,1998) appelle ce phénomène « marchés administratifs ».

relative stabilité des cellules dans le milieu rural russe dont la population se contente volontairement d'un mode de vie modeste et préfère les loisirs à l'augmentation de leur bien-être matériel. Par exemple, pendant mon entretien avec une habitante d'un village de la région de Samara à propos de son exploitation familiale, je posais notamment les deux questions suivantes : Quel est le nombre minimum d'animaux de différents types que vous estimez nécessaire pour la subsistance de votre famille ? Quel est le nombre d'animaux de différents types que vous estimez suffisant pour garantir un niveau d'existence confortable à votre famille ? A ces deux questions consécutives, la réponse était identique. Je lui posais alors la question de savoir pourquoi elle n'envisageait pas d'augmenter son cheptel pour améliorer le niveau de vie de la famille ; elle me répondit : 'Il faudrait trop bosser'. Cette attitude en fait n'est pas nouvelle. Un autre exemple peut en témoigner : dans les années 1970, pour encourager la production de lait, l'Etat a augmenté le paiement du litre de lait pour les trayeuses ; le résultat était inverse et la production de lait diminuait car les trayeuses ont considéré qu'il leur fallait moins de travail pour obtenir la même rémunération qui leur était apparemment satisfaisante.

A partir de la fin des années 1950, sous l'influence des changements idéologiques, l'Etat soviétique a commencé à corriger sa nature. Les dirigeants soviétiques, tout en étant toujours profondément attachés au rôle messianique de l'U.R.S.S (l'expansion du communisme dans le monde entier), ont avancé comme objectif l'amélioration substantielle du niveau de vie de la population du pays. Le dirigeant du pays de l'époque a lancé le slogan suivant lequel la génération actuelle allait vivre un communisme idéal apportant l'abondance matérielle pour tous ("à chacun suivant ses besoins"). Certaines couches de la population soviétique ont bien reçu ce message.

L'élite dirigeante soviétique s'embourgeoisait progressivement. Les virus de la société de consommation les gagnaient rapidement. Les couches sociales proches des élites (artistes, intellectuels, etc...) ont été à leur tour gagnés par cet état d'esprit. Les voyages en Occident sont devenus un des biens les plus précieux. Les objectifs ambitieux de la construction du communisme en Union Soviétique et son expansion dans le monde entier n'étaient plus pour chacun d'eux leur première priorité.

L'augmentation du niveau de vie de l'élite a été effectuée par l'accroissement du système de distribution des biens aux membres de la nomenklatura. Une partie importante de cette dernière ne se satisfaisait pas des biens distribués et participait dans les réseaux d'échange de biens et de services à la limite de la légalité, y compris par la voie de la corruption. L'expansion des réseaux de ce type en Union Soviétique sapait la structure cellulaire de la société, diminuant le contrôle des individus par l'Etat.

Après l'abolition officielle du système soviétique au début de 1992, les cellules ont perdu leur légitimité officielle. Pourtant, partout en Russie la plupart des organisations ex soviétiques, et tout d'abord les entreprises, continuent à jouer leur rôle de cellules, en assurant certains services sociaux en dépit de leurs énormes difficultés financières.

La privatisation des entreprises ne changeait pas radicalement la situation. Les propriétaires sont forcés de jouer un rôle paternaliste auprès de leurs employés car ces derniers continuent encore à considérer l'entreprise comme la cellule à laquelle ils étaient rattachés. Ce paternalisme se traduit par la limitation des licenciements, qui

seraient nécessaires à la restructuration de l'entreprise, et la conservation des services sociaux qui étaient fournis auparavant par celle-ci.

Par contre, ce paternalisme s'accompagne, à première vue paradoxalement, par des arriérés de paiement de salaires de plusieurs mois. Les ouvriers concernés continuent eux aussi à considérer leur entreprise en tant que cellule à laquelle ils continuent d'appartenir, et à cause de cela, ils continuent à travailler en raison de cette appartenance sans recevoir régulièrement des salaires. Bien sûr, cette situation ne peut pas durer éternellement dans les conditions de l'économie de marché.

Pendant ma mission à Samara l'an dernier, j'avais un entretien avec le directeur d'une entreprise de tricotage de cette ville. Cette entreprise avait été privatisée par la collectivité des travailleurs de l'entreprise, actifs et retraités. Le directeur ne possédait pas plus d'actions que les autres travailleurs et son intérêt de propriétaire dans cette situation n'était pas très important. L'entreprise n'était pas bénéficiaire, ne versait pas de dividendes et les perspectives si rien n'était changé étaient quasi nulles. Mais lorsque le directeur pour augmenter sa participation dans le capital en vue d'une restructuration de l'entreprise a cherché à racheter des actions auprès de ces actifs et retraités, il s'est vu opposer un refus de tous. On peut penser que les actifs refusaient de vendre dans la crainte d'être licenciés, mais le cas qui m'a été confié témoigne que ce n'était pas la raison principale pour tous. Une vieille femme, ancienne ouvrière de cette fabrique qui y travaillait pendant trente ans, a refusé de vendre ses actions contre une somme intéressante parce que ces actions créaient un lien officiel entre elle et sa cellule. Cette cellule ne lui rapportait actuellement pas grand chose, mais elle voulait continuer à se sentir membre de cette cellule, à participer aux réunions et en cas de décès elle était sûre que la fabrique lui assurerait des funérailles correctes (car il faut savoir qu'en Russie, les frais d'obsèques dépassent largement les possibilités financières des gens modestes).

Les réseaux

Il faut souligner que l'existence des interactions directes horizontales ne pouvaient pas être légales en Union Soviétique ; elles étaient interdites et le système centralisé d'approvisionnement des cellules était censé pouvoir fournir correctement toutes les ressources nécessaires à celles-ci. De ce fait, les réseaux en Union Soviétique avaient inévitablement un caractère illégal. Néanmoins, l'apparition des réseaux a été facilitée par la place des règles formelles (législation) dans le système soviétique.

La tradition soviétique de la législation économique consiste dans le fait que les lois existantes, peu nombreuses, n'avaient pas beaucoup de signification. C'était les ordres et les pressions provenant des différents échelons du pouvoir exécutif qui jouaient le rôle dominant. La priorité du pouvoir sur la loi était un trait important de la société soviétique, et cela aboutit au manque de respect des lois. La violation des lois par les citoyens, les organisations et même les autorités, était pratiquée sur une grande échelle. Le vol, la corruption et l'abus de position étaient autorisés de façon informelle s'ils n'étaient pas pratiqués sur une grande échelle. C'était les supérieurs qui décidaient de manière flexible dans chaque cas concret si ton comportement devait être qualifié de criminel ou non.

Chaque membre d'un réseau devait avoir un 'capital' pouvant intéresser les membres du réseau. En Union Soviétique, dans le système des cellules, chaque personne pouvait disposer du 'capital' qui correspondait à sa cellule d'appartenance et à sa position dans la cellule. L'argent ne jouait pas un rôle central en Union Soviétique ; voilà pourquoi ce sont les ressources matérielles et les services qui circulaient principalement dans les réseaux. Le fonctionnement des réseaux dans la période soviétique peut être caractérisé avec l'aide des notions de don et de contre don (Mauss). Le rattachement à un réseau d'un nouveau venu coïncidait généralement avec la satisfaction de la demande de la part d'un membre d'un don en provenance de ce nouveau venu. Le fonctionnement des réseaux dans les conditions d'illégalité exigeait une confiance réciproque entre les membres directement liés. Cette confiance pouvait provenir de connaissances de longue date entre ses membres, par exemple d'anciennes relations universitaires.

On peut distinguer en Russie quatre types de réseaux : les réseaux 'entrepreneurs', les réseaux 'entrepreneurs – bureaucratie', les réseaux 'entrepreneurs – criminels' et enfin les réseaux 'entrepreneurs – bureaucratie – criminels'³.

Les réseaux 'entrepreneurs' sont les rouages indispensables dans la situation actuelle où la plupart des opérations sont des opérations de troc, et les paiements des fournitures arrivent avec beaucoup de retard quand ils finissent par arriver. Les nouveaux propriétaires des entreprises privatisées – qu'ils soient ou non les anciens directeurs de ces entreprises – se comportent de la même façon, en gaspillant par des opérations illicites les ressources de l'entreprise pour leur enrichissement immédiat, et en envoyant l'argent sur leurs comptes à l'étranger. Un type répandu de ces opérations illicites est la sous facturation (la vente des produits au-dessous du prix du marché ou même au-dessous du prix de revient en échange de pots-de-vin en espèces) qui se pratique dans ces réseaux 'entrepreneurs'. Pour faciliter ces opérations, la pratique courante consiste dans la création de petites entreprises satellites à côté des géants industriels ex soviétiques, au travers desquelles les flux financiers des grandes entreprises sont détournés. De ce fait, dix années de réformes n'ont pas contribué à la croissance de l'appareil économique et les investissements ont chuté plus rapidement que la production.

Les réseaux 'entrepreneurs – bureaucratie' sont plus classiques et on en retrouve d'analogues presque partout dans le monde. Pourtant, l'héritage du système économique soviétique a contribué à la création de ce type de réseaux sur une échelle très importante par le fait qu'il a déterminé la mise au centre de la vie économique actuelle des procédures de distribution effectuées par les autorités publiques. Si auparavant, il s'agissait de la distribution des ressources matérielles, désormais il s'agit de la distribution des budgets publics, des exemptions d'impôts, de l'octroi de licences, etc... Toutes les grandes fortunes de la Russie actuelle ont été créées soit par l'attribution illicite des ressources publiques dans quelques mains privées étroitement liées aux décideurs de l'Etat, soit par l'activité criminelle ou commerciale illicite directe. Comme avant, la majorité des transactions continuent à se passer au sein de ces réseaux, mais maintenant les pots-de-vin monétaires parfois énormes jouent un rôle beaucoup plus important.

³ S. Kordonsky (1996) propose une autre classification des structures de l'activité économique de la post-perestroyka en Russie .

Les réseaux 'entrepreneurs – criminels' a vu le jour sur une grande échelle avec la chute du communisme. La tradition de la nature illégale des réseaux soviétiques s'est trouvée renforcée après celle-ci. Plusieurs facteurs y ont contribué. Le système de la répression des actions illicites s'est considérablement affaibli. Les champs d'intervention des acteurs se sont grandement élargis. Le rôle de l'argent a énormément augmenté, ce qui a donné la possibilité de convertir n'importe quel 'capital' sous forme monétaire. L'absence de mise en oeuvre d'institutions adéquates de l'économie de marché a laissé un vide qui a été rapidement rempli par le crime organisé. Ce vide consistait notamment en l'absence de protection adéquate officielle de la propriété et des personnes, et en l'absence de mesures de coercition officielle en cas de non respect des contrats ('contract enforcement').

Pratiquement dès la chute du régime communiste, le racket de protection a pris une grande ampleur. L'institution 'krycha' (le toit) représente d'une part le racket de protection classique, et a pris d'autre part des formes et des proportions très spéciales en Russie. Actuellement, un grand nombre de groupes criminels organisés se sont légalisés. La façon la plus directe de leur légalisation est la création sur leurs bases d'une agence de protection. Dans ce cas, le groupe obtient la possibilité de continuer ses activités de protection et de garantie du respect des contrats en toute légalité, y compris par le port légal des armes à feu. A titre d'exemple, dans la province de Samara, il y a 120 agences privées de protection, dont à peu près la moitié sont des anciens groupes criminels légalisés. Les représentants du FSK (ancien KGB), de la police normale et de la police fiscale, ont pris l'exemple des groupes criminels dans leur activité de protection et d'aide aux entreprises privées. Dans ce dernier cas, ces représentants ne suivent pas les règles de leurs organisations, mais celles des criminels. Par exemple, si un colonel de la police sert de 'krycha' à une entreprise donnée (moyennant le paiement d'honoraires personnels illicites), et cette entreprise a des problèmes avec un groupe criminel connu, le colonel appelle le chef de ce groupe en discutant avec lui la résolution de ce problème, et si ce n'est pas suffisant il peut aller avec des renforts armés à un rendez-vous ('razborka') avec celui-ci pour une discussion approfondie, qui peut se terminer en fusillade. Bien sûr, il peut utiliser comme arguments ses possibilités officielles de représailles.

Dans de nombreux cas, les trois premiers types de réseaux mentionnés ci-dessus se sont regroupés dans des réseaux complexes 'entrepreneurs – bureaucratie – criminels'. Un exemple significatif d'un réseau de ce type est le plus grand producteur d'automobiles de la Russie, AvtoVAZ, qui se trouve dans la province de Samara. Les huit groupements criminels possèdent ou contrôlent 80 % des expéditions de voitures de ce géant automobiles. Les représentants de ces groupements criminels se sont installés dans l'usine pour diriger directement la chaîne de production. Pendant l'interview que j'ai réalisée en août 1997 avec le Directeur du Marketing et du Commerce de VAZ, M. Vladimir Koutchaï, celui-ci m'a naïvement déclaré qu'il n'arrivait pas à répondre avec précision aux besoins des clients en ce qui concerne les équipements de finition et les couleurs des automobiles, et il m'a dit que c'était les représentants des groupes criminels qui se chargeaient de cette fonction. Dans la pratique, ces représentants versaient des sommes d'argent aux ouvriers de la chaîne de production pour réaliser telle et telle finition ou couleur sur tel et tel véhicule, en menaçant de violences en cas de refus. Depuis 1994, 60 meurtres commandités ont été recensés à Togliatti, la ville étant rattachée à l'usine VAZ. La source principale des revenus criminels résidait essentiellement dans les énormes remises concédées aux

sociétés de commerce de gros, dans lesquelles les représentants de l'administration de l'usine, les parents des autorités locales, de la police et même des députés de l'assemblée législative locale étaient devenus copropriétaires. Lors des différentes conversations que j'ai eues à Samara, on m'a fait de nombreuses fois comprendre indirectement qu'en réalité certains fonctionnaires de Samara et de Moscou étaient impliqués.

Conclusion

Après l'abolition officielle du système soviétique au début de 1992, les cellules ont perdu leur légitimité officielle. Pourtant, partout en Russie la plupart des organisations ex soviétiques, et tout d'abord les entreprises, continuent à jouer leur rôle de cellules, en assurant certains services sociaux en dépit de leurs énormes difficultés financières.

La privatisation des entreprises ne changeait pas radicalement la situation. Les propriétaires sont forcés de jouer un rôle paternaliste auprès de leurs employés car ces derniers continuent encore à considérer l'entreprise comme la cellule à laquelle ils étaient rattachés. Ce paternalisme se traduit par la limitation des licenciements, qui seraient nécessaires à la restructuration de l'entreprise, et la conservation des services sociaux qui étaient fournis auparavant par celle-ci.

Par contre, ce paternalisme s'accompagne, à première vue paradoxalement, par des arriérés de paiement de salaires de plusieurs mois. Les ouvriers concernés continuent eux aussi à considérer leur entreprise en tant que cellule à laquelle ils continuent d'appartenir, et à cause de cela, ils continuent à travailler en raison de cette appartenance sans recevoir régulièrement des salaires. Bien sûr, cette situation ne peut pas durer éternellement dans les conditions de l'économie de marché.

Les cellules rurales continuent à exister en se transformant graduellement dans des unités d'auto subsistance en utilisant la plupart des ressources produites pour le support des petites exploitations familiales privées. Dans les campagnes, ce processus peut continuer jusqu'à l'épuisement total du matériel hérité de l'époque soviétique car ces cellules ne sont pas capables d'accumuler les ressources nécessaires pour le remplacement du matériel amorti. La fin des cellules rurales s'accélère par le gaspillage sur une grande échelle des ex kolkhozes par leurs dirigeants et leurs travailleurs.

Les arriérés des salaires impayés des travailleurs des anciens kolkhozes sont plus importants que ceux des travailleurs des entreprises urbaines. Toutefois, les travailleurs ruraux se plaignent beaucoup plus rarement de cette situation que les travailleurs urbains. Bien évidemment cela peut s'expliquer essentiellement du fait de l'existence de leurs exploitations familiales dépendant du kolkhoze, mais aussi d'une façon générale du fait d'un plus grand attachement des habitants des campagnes à leurs cellules. Les membres des cellules sont prêts à tolérer ces arriérés de salaires et certains autres inconvénients, mais ils savent exactement que dans le cas d'extrême besoin de leur part, la cellule viendra toujours à leur aide.

Un grand nombre des entreprises ex soviétiques enregistrent des pertes importantes et ne sont pas rentables. Pourtant, toutes ces entreprises continuent à être considérées par les autorités, y compris par les organismes d'Etat responsables des faillites, comme

des cellules s'occupant d'une partie de la population. C'est pourquoi peu de vraies faillites sont officiellement prononcées.

Les mécanismes du fonctionnement de l'économie russe sont basés actuellement sur des réseaux qui utilisent comme méthodes courantes la corruption et la violence. Ces réseaux ont trois types fonctionnels de participants : des entrepreneurs sans foi ni loi, des bureaucrates corrompus et des criminels professionnels. Les participants concrets de ces réseaux peuvent remplir plusieurs de ces trois fonctions à la fois. La participation massive des criminels dans l'activité économique a un résultat social néfaste par l'inculturation des comportements criminels de l'ensemble du monde des affaires russe.

La persistance de l'existence des cellules en dépit d'un nouvel environnement institutionnel officiellement imposé (importé) et l'envahissement quasi total de l'économie et de la société russes par des réseaux illégaux voire criminels représentent les deux caractéristiques les plus frappantes de la réalité de la Russie actuelle.

Bibliographie

- Alexandrov V., *La communauté rurale en Russie (XVII – début XIX^e siècle)*, Nauka, Moscou, 1976 (en Russe).
- Bensimon G., *Essai sur l'économie communiste*, L'Harmattan, Paris, 1996.
- Conte F. (sous la direction de), *Les grandes dates de la Russie et de l'U.R.S.S.*, Larousse, Paris, 1994.
- DiFranceisco W. and Z. Gitelman, 'Soviet Political Culture and Modes of "Covert Participation" in Policy Implementation', *American Political Science Review*, Vol. 78, No. 3, 1984, pp. 603-621.
- Jogoleva E. et V. Kovalenko, "Les incertitudes de la réforme agraire en Russie", *Revue d'Etudes Comparatives Est-Ouest*, 3, 1995, pp.197-227.
- Kordonsky S., « Les origines des formes de l'activité commerciale dans l'économie de la post-perestroyka en Russie », *Entreprise en Russie*, 2, 1996 (en Russe).
- Kordonsky S., *Les marchés administratifs en U.R.S.S. et en Russie*, Moscou, Site Internet, 1998 (en russe).
- Lourié S., *Ethnologie historique*, Aspect Press, Moscou, 1997 (en Russe).
- Mendras M., 'Enrichissement et clientélisme en Russie', *Mondes en développement*, 1998, Tome 26, n° 102, pp. 83-93.
- Mauss M., *Sociologie et anthropologie*, PUF, Paris, 1950.
- Ossokina V., *Edification socialiste dans la campagne et la communauté rurale – 1920-1933*, Mysl, Moscou, 1978 (en Russe).
- Prokofieva L., *La communauté paysanne en Russie dans la deuxième moitié du 18^e siècle et la première moitié du 19^e siècle*, Nauka, Moscou, 1981 (en Russe).
- Tchernykhov I., *La politique agraire paysanne de la Russie pendant 150 ans, Les paysans de la communauté rurale à la veille du 9 novembre 1906 – De la question de la communauté*, Fond « Natchala », Moscou, 1997 (en Russe).
- Zinoviev A., *Le communisme comme réalité*, Julliard/L'Age d'Homme, Paris, 1981.